

Le Supplément

de L'ECONOMISTE
LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU BURKINA DU FASO

Supplément de L'Economiste du Faso N°182. Ne peut être vendu séparément

EDITORIAL

L'APPARITION de l'homo sapiens sur la terre remonte à environ 500.000 ans. Pendant plusieurs milliers d'années, l'homme a survécu sur la planète en tant qu'animal prédateur. Chasse, pêche et collecte de fruits sauvages ont représenté ses moyens de subsistance. Il est donc raisonnable de dire que l'homme a vécu 98% de son existence de manière plutôt brutale et primitive. Puis, il y a environ 10.000 ans, certains facteurs, pour la plupart encore inconnus, ont créé les conditions pour qu'une révolution se produise. Dans certaines régions du Proche Orient, mais aussi dans les Amériques, les hommes commencent à cultiver la terre et à élever des animaux domestiques. C'est le début de l'agriculture, de l'élevage et du concept de village et de sédentarité.

Dès lors, l'humanité ne saura plus se priver des fruits de l'agriculture pour progresser dans tous les autres domaines de son existence. Les facteurs déterminants de ce développement se concentrent autour de la production d'énergie et du transport, ce dernier amenant au commerce. Depuis le XVII^e siècle, une deuxième grande révolution voit le jour avec les découvertes scientifiques qui amèneront à l'accélération de tous les processus de diffusion des techniques et technologies et, in fine, à la mondialisation.

Avec la révolution industrielle, le développement humain a radicalement changé son cours. Les pénuries alimentaires sont de plus en plus rares et les avancées de la science médicale ont réduit la fréquence et l'ampleur des épidémies. Si le progrès nous a permis de maîtriser ces grands obstacles au développement humain, le constat est que l'Homme n'a pas perdu son agressivité de prédateur. Les guerres et l'instabilité qui en découlent restent un rébus non résolu.

En visite au Burkina Faso, un ami me dit un jour qu'il trouve les populations sahéliennes très coriaces, mais surtout extrêmement intelligentes, car étant donné les rudes conditions environnementales alliées à la simplicité des infrastructures, le système de production agricole doit sûrement être très sophistiqué. Rien ne me semble plus juste. Le milieu rural au Sahel est extrême et inhospitalier, son cadre de production agricole paraît compliqué et indéchiffrable. La tâche est ardue pour les scientifiques qui s'attèlent à analyser ses mécanismes sociaux et ses équilibres économiques.

Pourtant, c'est bien la rencontre entre technologies et savoirs ancestraux et entre traditions et innovations qui alimente la prospérité de ces sociétés paraissant figées dans le temps mais qui, au contraire, progressent fermement. La solidarité du monde paysan et la préservation de la paix entre les ethnies, signes clairs de l'énorme richesse de la région, sont la toile de fond de ce progrès humain. Nous souhaitons avec les résultats de nos recherches apporter notre humble contribution, tout en sachant que nous avons encore beaucoup à apprendre, chaque jour. □

Nicoló Tomaselli, Directeur d'Innovations for Poverty Action pour l'Afrique de l'Ouest francophone.
ntomaselli@poverty-action.org

Finance et Agriculture Le mariage possible?



Supplément spécial de L'Économiste du Faso dédié à la conférence organisée par Innovations for Poverty Action le 30 novembre à Ouagadougou. Les débats se concentreront sur l'Inclusion financière et l'Agriculture. Trois professeurs de prestigieuses universités américaines invités pour l'occasion animeront les débats aux côtés d'acteurs nationaux.

- M. Souleymane Ouédraogo (Inéra) nous parle de l'inclusion financière
- Warrantage: des retombées positives sur l'agriculture, l'élevage... et l'éducation!
- Techniques agricoles améliorées: augmenter le taux d'adoption
- Microcrédit rural: que nous révèle la recherche scientifique ?



ipa
INNOVATIONS FOR
POVERTY ACTION



M. Issiaka Hébié (APROSSA)

Bourses céréalières

ON a eu la chance de rencontrer Issiaka Hébié, responsable des programmes chez APROSSA qui est une association nationale œuvrant pour promotion de la sécurité et la souveraineté alimentaire au Burkina Faso. D'abord antenne d'Afrique Verte France, elle est autonome depuis 2005.

- Pouvez-vous nous présenter brièvement les programmes de bourses céréalières que vous mettez en œuvre au Burkina Faso et dans la sous-région ?

Le principe des bourses céréalières repose sur la mise en relation des acheteurs et des vendeurs de céréales, avec une négociation directe, sans intermédiaire, permettant une baisse des prix. Les bourses ont lieu sur deux jours et prennent place dans toute la sous-région (Côte d'Ivoire en juillet 2016, Sénégal en mars 2016, Burkina Faso en décembre 2015). Elles peuvent attirer jusqu'à 120 participants, pour la plupart organisations de producteurs et grossistes de denrées céréalières.

des populations ayant des revenus faibles et dont l'accès aux marchés est difficile. Or, les bourses permettent de faciliter cet accès aux céréales en rapprochant offre et demande. La présence de plusieurs acteurs au même endroit et au même moment tire les prix vers le bas en améliorant le pouvoir de négociations des acheteurs (producteurs) qui ont plus de choix et en supprimant les intermédiaires. De plus, ces bourses permettent aux producteurs de tisser un réseau qu'ils peuvent par la suite mobiliser quand ils le souhaitent.

Par ailleurs, les organisations de producteurs, qui participent à la bourse, font souvent une demande de prêts de campagne en amont de la bourse. APROSSA facilite l'accès aux crédits, via des protocoles d'accord avec des Instituts de micro-finance (IMF), en période de commercialisation (de décembre à mars). Ces prêts de campagnes sont spécifiques aux organisations de producteurs, d'une durée de 10 mois, ils sont remboursables



Tout d'abord, nous nous occupons de la collecte des intentions d'offres et d'achats en amont de la bourse. Ensuite, le jour de la bourse, ces mêmes intentions sont déclarées publiquement. Dès que tout le monde est au fait de ce qui doit être acheté et vendu, nous organisons des ateliers de négociations lors desquels les acheteurs et les vendeurs se retrouvent face à face et élaborent des précontrats s'ils se mettent d'accord sur une transaction. Enfin, en aval de la bourse, APROSSA s'occupe du suivi des contrats.

- Quel est selon vous l'effet de ces bourses en termes d'inclusion financière des paysans au Sahel ?

L'un des principaux problèmes en termes d'inclusion financière est l'accès aux céréales dans les zones déficitaires

en un paiement unique (ou deux selon les montants) en fin de commercialisation des produits, à un taux variable entre 10 et 15%.

- Auriez-vous des recommandations à faire pour une meilleure inclusion financière des acteurs du monde rural ?

Actuellement, les taux d'intérêt sont encore trop élevés pour les producteurs. Il en va de même pour les prix des produits d'assurance. De plus, les crédits ne sont pas disponibles à temps du fait d'un traitement souvent trop long des dossiers. Il faudrait encourager les IMF à s'installer en milieu rural. Mais on constate tout de même quelques efforts, notamment de la part de la Coris Bank qui développe son réseau en zones rurales et de la Caisse populaire qui a revu à la baisse le taux du crédit warranté. □

M. Souleymane Ouédraogo (INERA)

E-Finance inclusive



SOULEYMANE Ouédraogo, agro-économiste à l'INERA, est aussi conseiller technique du ministre de l'Agriculture et des Aménagements hydrauliques, chercheur au département de Gestion des ressources naturelles-Système de production (GRN/SP), Cellule macroéconomie et économie des filières (CMEF). Il est actuellement basé au Centre de recherche environnementale, agricole et de formation (CREAF) de Kamboisé.

- L'offre de services de microfinance est peu orientée vers le milieu rural et le secteur agricole. Quels sont les principaux obstacles au développement de cette offre ?

Les principaux obstacles au développement de l'offre de crédit peuvent être expliqués par plusieurs facteurs. Tout d'abord, les services financiers sont faibles, voire inexistant, en milieu rural, comme l'atteste le taux de bancarisation de moins de 10%. Par ailleurs, la spécificité de l'agriculture et son degré de risques élevé. En effet, des risques divers sont associés à l'agriculture. Il s'agit essentiellement des risques météorologiques (le Burkina Faso est particulièrement vulnérable à la sécheresse), des risques sanitaires (qui comprennent les maladies des végétaux ou les animaux nuisibles) et des risques économiques (fluctuations de prix ou difficulté de vente de la production). En outre, les risques agricoles se caractérisent souvent par leur covariance: ils frappent souvent tous les agriculteurs d'une région spécifique au même moment. En raison de ces risques et d'autres facteurs (état du sol, capacité technique), la rentabilité des activités agricoles est variable et imprévisible. La faiblesse, voire le manque, d'organisation des filières autres que celle du coton constitue aussi un obstacle considérable, tout comme le coût élevé de l'information et des transactions dû

au mauvais état des infrastructures (routes, télécommunications) et du manque de renseignements disponibles au sujet de la clientèle (absence d'identification personnelle et de registres d'actifs). Enfin, le manque de biens pouvant être offerts en sûreté, dû à la mauvaise définition des droits de propriété et d'utilisation des terres, au coût ou aux délais caractérisant les procédures administratives d'inscription aux registres et au mauvais fonctionnement du système judiciaire rend difficile l'accès des plus pauvres aux crédits.

- Aujourd'hui, la dématérialisation des services financiers par l'utilisation des mobiles comme solution au manque d'infrastructures est envisagée? Que pensez-vous d'une collaboration avec les opérateurs de téléphonie mobile? Quid de leurs oligopoles ?

Les institutions financières qui envisagent d'exercer leurs activités en milieu rural sont confrontées à un grand nombre d'obstacles tels que la pauvreté des infrastructures et la faible alphabétisation de la population. Le paiement par mobile (ou m-paiement) est un service qui revêt une effervescence particulière à la hauteur des enjeux associés: au Burkina, en particulier, le nombre de porteurs de téléphones mobiles dépasse ceux de cartes de paiement. Ce service se décline comme un véritable marché économique mettant à la croisée des chemins les acteurs, notamment bancaires et télécoms, qui restaient plutôt « étanches » jusqu'à aujourd'hui. Les fournisseurs de services de micro-finance peuvent utiliser les TIC dans leurs opérations quotidiennes; les agricultures reçoivent en temps réel les informations sur les prix des produits agricoles, les informations sur les financements et les moyens de paiement.

La collaboration entre les fournisseurs de services financiers et les fournisseurs de téléphonie est appelée à s'amplifier. □

Microcrédit rural

Que nous révèle la recherche scientifique ?

SUPPOSONS que vous ayez un violent mal de tête et qu'un guérisseur traditionnel vous propose une potion à 100 FCFA. Il vous précise également que le produit en question n'est efficace que si vous n'avez pas serré les mains d'une femme enceinte au cours des quinze derniers jours. Dans le même temps, vous savez qu'avec une plaquette de paracétamol à 100 FCFA, vous pourriez guérir votre migraine.

Laquelle de ces deux solutions choisiriez-vous ? La réponse peut paraître évidente. Ainsi, vous opterez pour la solution qui vous conduira à un résultat certain plutôt que de confier votre santé aux bonnes intentions du guérisseur.

En transposant cette anecdote au monde du développement, une question s'impose : les projets et programmes financés pour éradiquer la pauvreté ne devraient-ils pas s'appuyer sur des preuves concrètes plutôt que de s'appuyer sur les seules bonnes intentions des institutions ou sur celles des experts ? Ainsi, à l'image de la médecine moderne qui s'est développée au début du XX^e siècle grâce à la recherche scientifique, un nouveau courant de l'économie du développement milite pour que les pratiques de développement soient fondées sur des preuves issues de la recherche scientifique.

Pensons aux politiques de soutien au monde agricole. On estime que 70% des ménages pauvres à travers le monde tirent la majorité de leurs revenus de l'agriculture. Selon un récent rapport de la FAO, «plus de 90% des exploitations agricoles (...) peuvent être considérées comme exploitations familiales, cultivant 75% des terres agricoles».¹ Malgré cela, faute de statistiques crédibles et de preuves scientifiques, les décideurs peinent à maîtriser tous les tenants et aboutissants de ce secteur pour élaborer des politiques efficaces. Afin d'apporter une contribution à ce débat, nous présentons ici les résultats d'une étude récente sur l'accès au crédit agricole réalisée au Mali.

Plusieurs études ont démontré que quand les producteurs ont la possibilité de faire des investissements supplémentaires, cela peut avoir un impact élevé sur leurs revenus, même lorsqu'il s'agit de petits investissements tels que l'achat d'engrais et de semences améliorées.²

Les institutions de microfinance ont tenté de soulager les contraintes de liquidité des plus pauvres, mais la plupart des ressources dédiées au microcrédit se concentrent sur le financement des petites entreprises en milieu urbain. De plus, le microcrédit standard nécessite des petits remboursements fréquents, ce qui ne facilite pas l'investissement dans l'agriculture où le revenu est perçu de manière forfaitaire une ou deux fois dans l'année.

La recherche scientifique menée par In-



novations for Poverty Action (IPA) dans le Sud du Mali s'est penchée sur des produits financiers qui sont conçus pour les agriculteurs, fournissant du capital au début de la saison des semis, et avec un remboursement forfaitaire après la récolte. Une autre caractéristique novatrice est la faible co-responsabilité du groupe et la quasi-absence de subventions. Ainsi, nous avons testé un modèle de prêt agricole d'un genre nouveau, différent de ceux utilisés de par le passé.

L'assignation aléatoire, consistant à déterminer les groupes tests et témoins grâce à un tirage aléatoire, est la méthodologie employée pour déceler l'impact des crédits octroyés.

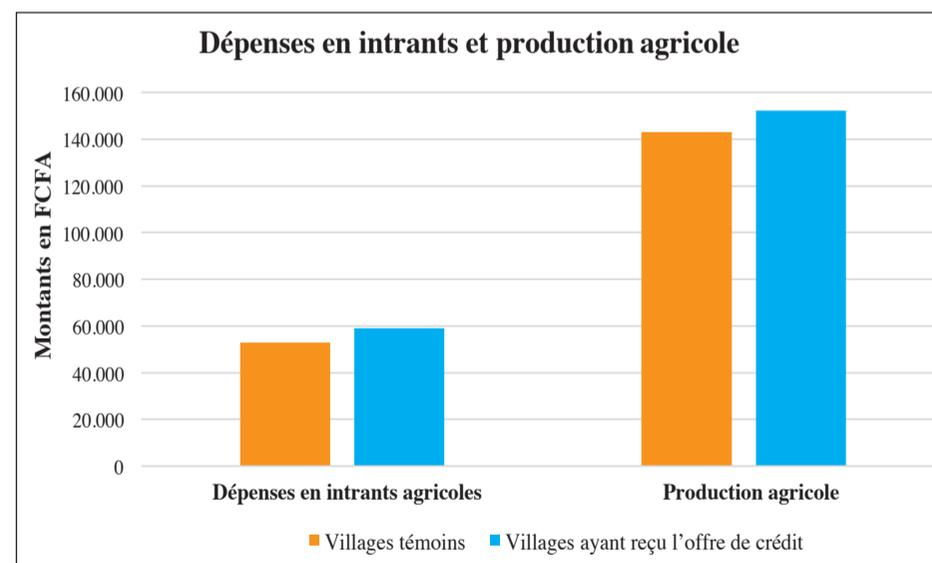
tests, les ménages pouvaient obtenir s'ils le souhaitaient un prêt en rejoignant une association communautaire locale. Dans les 110 villages restants, dits villages témoins, aucun prêt n'a été offert. Cela nous permet d'identifier l'effet causal de se voir offrir un prêt de microfinance rurale sur une série d'indicateurs de résultats incluant les investissements en intrants, la productivité et la production agricole. Le montant moyen des prêts était de 32.000 FCFA.

Les résultats de cette expérimentation aléatoire sont très encourageants. Environ 22% des ménages ont choisi d'accepter le prêt dans les villages tests, ce qui est un taux similaire à d'autres contextes de microcr-

finale par rapport aux villages témoins. Sur la saison agricole, il a été observé une augmentation des jours de travail familial (8,7 jours), de la quantité d'engrais acquise (2.939 FCFA de plus), d'insecticides et d'herbicides achetés (1.442 FCFA de plus), ainsi qu'une augmentation de la valeur de la production agricole (9.190 FCFA), voir le tableau. Cependant, l'équipe de chercheurs n'a pas détecté une augmentation statistiquement significative des bénéficiaires, calculés comme différence entre les revenus et les coûts. En conclusion, nous pouvons affirmer que l'octroi de crédits à travers un produit de microfinance ciblé pour les ménages ruraux a permis d'augmenter les investissements agricoles et la production totale au niveau du village.

Ces résultats, ainsi que d'autres tendances que nous avons constatées grâce aux données collectées sur le terrain,³ révèlent les potentialités du microcrédit en milieu rural. Il est raisonnable d'affirmer qu'il existe dans les zones rurales du Sahel une forte demande de liquidité insatisfaite et que les paysans les plus efficaces savent comment mieux mettre à profit chaque franc additionnel qu'ils pourraient obtenir sur le marché. Cela est confirmé par le constat d'autres chercheurs concernant la prévalence de l'usure dans les zones rurales du Mali et du Burkina Faso. Les paysans attendent que les décideurs privés et publics saisissent l'opportunité de les accompagner avec des services financiers ciblés pour qu'ils puissent jouer leur rôle de levier du développement du monde rural. □

Par Lori Beaman



L'échantillon de cette étude est composé de 198 villages situés dans les régions du sud du Mali. Une importante institution de microfinance, Soro Yiriwaso, a offert un produit de prêt appelé «Prêt de campagne» à 88 villages choisis de manière aléatoire parmi les 198 villages, pour les saisons agricoles 2010 et 2011. Dans ces villages, dits villages

dit. La seule action d'offrir des prêts dans un village a conduit à une augmentation statistiquement significative des investissements en intrants agricoles ainsi qu'en production

¹ <http://www.fao.org/publications/sofa/en/>

² Beaman et al. 2013; Duflo, Kramer, and Robinson 2008; Evenson and Gollin 2003; Udry and Anagol 2006

³ Pour plus d'informations se référer à l'article «Self-Selection into Credit Markets: Evidence from Agriculture in Mali» - www.nber.org/papers/w20387.

Warrantage

Des retombées positives sur l'agriculture, l'élevage... et l'éducation !

DANS le Sud-Ouest du Burkina Faso, la production de céréales est élevée et la région a un fort potentiel agricole. Pour autant, les producteurs font face à de nombreux problèmes de liquidité qui apparaissent à des moments clés de l'année. Les ménages s'endettent alors pour les frais d'inscription à l'école, les frais de santé, les cérémonies familiales et autres. Les observations montrent que dans cette région agricole, les producteurs s'endettent même pour investir dans de la nourriture en période de soudure ou dans les intrants agricoles nécessaires à leur production.

Afin de pallier cette situation, les organisations paysannes s'attellent depuis quelques années à proposer un outil financier original appelé warrantage. Le principe du warrantage est simple : c'est un système de stockage-crédit qui consiste, pour une organisation paysanne ou ses membres, à déposer tout ou partie de sa production dans des magasins sécurisés pendant plusieurs mois, au moment



des produits agricoles au cours des mois suivant la récolte et de répondre à ses besoins de liquidité au moment de la récolte et pendant la saison sèche.

Trois grandes unions coopératives paysannes et leurs partenaires ont orga-

nisés deux provinces du Sud-Ouest du Burkina Faso (Tuy et Ioba).

Afin de mesurer rigoureusement l'impact du programme dans 40 villages, nous avons segmenté les producteurs intéressés au warrantage en deux groupes par le

tiques en tous points, à l'exception de l'accès au warrantage, et donc d'attribuer toute différence finale entre ces groupes à l'accès au warrantage.

On observe tout d'abord que les producteurs ont stocké principalement du maïs, du sorgho et du riz. Parmi eux, 39% des producteurs ont choisi de souscrire à des crédits, qui ont tous été remboursés. Cela montre un premier résultat : six paysans sur dix acceptent de réduire leur consommation immédiate, en ne faisant pas recours au crédit, pour accroître leur rentabilité et leur consommation pendant la saison sèche.

Deuxièmement, et c'est un résultat majeur de cette étude, les ménages ayant eu accès au warrantage ont en moyenne dépensé près de 15.000 FCFA de plus que les ménages du groupe de comparaison, au cours de l'année. Les dépenses supplémentaires induites par le warrantage se font principalement dans l'éducation et dans les effets personnels. Les producteurs bénéficiant du warrantage ont ainsi plus que doublé les montants dépensés dans l'éducation de leurs enfants par rapport au groupe de comparaison.

Un autre résultat notable est que le système de warrantage a également doublé le niveau de dépenses dans tous les intrants agricoles – semences, engrais, main-d'œuvre, équipement. Le programme a aussi eu un impact positif sur la sécurité alimentaire, impact cependant éphémère puisqu'il n'a duré que deux mois après la récolte.

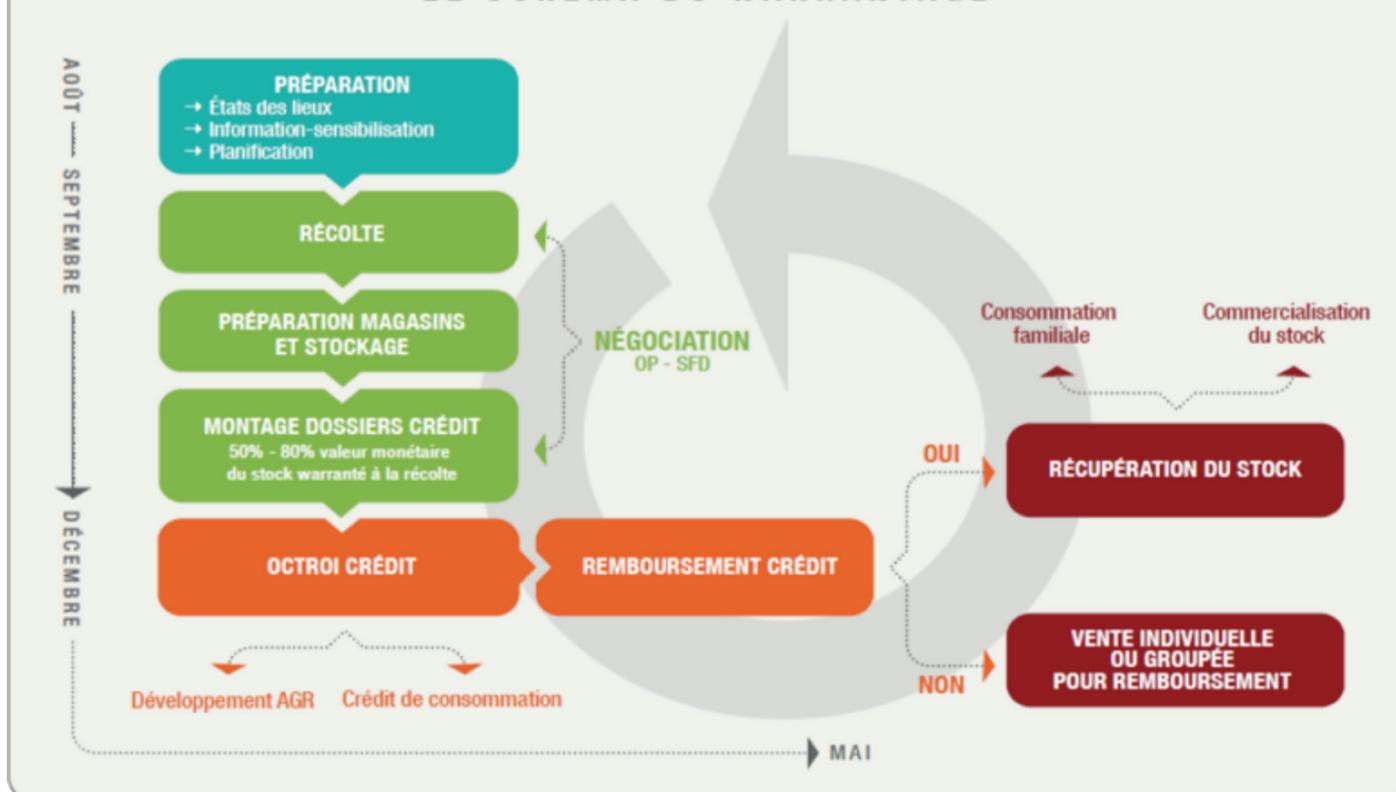
Enfin, le warrantage a permis aux agriculteurs de diversifier leurs revenus en achetant du bétail pour l'élevage. Effectivement, la valeur totale du bétail acheté par les ménages bénéficiaires du warrantage a augmenté de près de 25 %.

Ainsi, cette étude apporte la preuve claire et rigoureuse que le warrantage est un outil précieux pour l'augmentation et la diversification des revenus des producteurs à travers l'investissement agricole et l'élevage. Il est donc primordial d'encourager la politique actuellement en cours d'élaboration au Burkina Faso, visant à favoriser la pratique du warrantage par les organisations paysannes.

Mais cette étude révèle aussi que les bénéfices du warrantage vont au-delà de ceux anticipés et sont spectaculaires dans le domaine de l'éducation. Ce nouveau savoir est particulièrement utile lorsque l'on connaît les dividendes de l'éducation en termes de croissance économique et de bien-être et nous donne à nouveau la preuve que la recherche est indispensable pour saisir tous les enjeux des politiques publiques et mieux les accompagner. □

Par Clara Delavallade

LE SCHÉMA DU WARRANTAGE



de la récolte lorsque les prix sont bas. Le producteur peut en outre, s'il le souhaite, bénéficier d'un crédit d'un montant équivalent à 80% de la valeur entreposée.

Après environ six mois, lorsque les prix sont plus élevés, le paysan récupère sa récolte et rembourse son crédit si besoin, éventuellement en vendant une partie de sa récolte. Le warrantage constitue donc pour le producteur un système fiable lui permettant d'améliorer ses revenus en tirant profit de l'augmentation des prix

et les investissements des producteurs de

nisé un système de warrantage en 2007 dans le cadre d'un projet de coopération et se sont ensuite autonomisés en devenant la coopérative agricole COPSA-C. En 2014, Innovations for Poverty Action et une équipe de recherche d'IFPRI menée par Susan Godlonton et moi-même, avons conduit, en partenariat avec la COPSA-C, une étude mesurant l'impact du warrantage sur les revenus, la consommation, ainsi que les décisions agricoles et les investissements des producteurs de

biais d'une loterie publique: les uns pouvant bénéficier du programme, les autres n'en bénéficiant pas. Les bénéficiaires ont été invités à stocker leur production dans un entrepôt entre les mois de janvier et juin et à souscrire à un crédit représentant 80% de la valeur stockée. La constitution des groupes par tirage au sort est le fondement des essais contrôlés aléatoires, méthode d'évaluation des politiques publiques la plus rigoureuse actuellement. Elle permet d'obtenir deux groupes iden-

Techniques agricoles améliorées

Augmenter le taux d'adoption

DE 1960 à 1980, l'Asie et l'Amérique latine ont connu leur « Révolution verte ». Cet effort, visant à étendre les techniques agricoles existantes aux nations les moins industrialisées, a entraîné une croissance importante de la productivité agricole. Cela n'est cependant pas le cas en Afrique subsaharienne, où le rendement des terres et la rentabilité des récoltes sont particulièrement faibles et stagnent depuis longtemps. Des chaînes d'approvisionnement qui fonctionnent mal, un marché du crédit absent ou encore un manque d'information sur les techniques et leur utilisation sont autant de freins potentiels à une adoption plus large de ces méthodes modernes de production agricole.

Face à ce constat, de nombreux Etats africains, ONG ou bailleurs internationaux ont testé différentes stratégies pour encourager l'utilisation d'intrants et de techniques agricoles permettant d'améliorer la productivité.

Une expérimentation réalisée au Kenya par des chercheurs affiliés à J-PAL a étudié le taux d'utilisation des engrais en liaison avec la liquidité des producteurs. Il a alors été proposé à des agriculteurs d'in-



effets sont comparables à ceux obtenus avec une réduction de 50% du prix, plus tard dans la saison. Ainsi, encourager les agriculteurs à investir au moment où ils ont des liquidités peut entraîner des effets positifs sur l'adoption, et ceci à un faible coût. En s'appuyant sur ces résultats, une équipe de chercheurs affiliés à Innovations for Poverty Action a conduit une

Un échantillon de 164 villages a servi à tester les différentes hypothèses. Six groupes de villages « test » et un groupe témoin (A-F ci-dessous) ont été ainsi définis.

Tous les villages du groupe « test » ont bénéficié de formations conduites par des agents de l'Institut de l'environnement et des recherches agricoles (INERA) sur une technique agricole particulière appelée « microdosage ». En plus de ces formations, 8 villages du groupe

A ont reçu des kits d'intrants agricoles, composés de 7kg de semences améliorées de sorgho et de 32kg d'engrais NPK, distribués gratuitement de façon aléatoire parmi les producteurs. Dans les groupes B (16 villages) et C (15 villages), des kits ont également été distribués gratuitement, mais cette distribution a ciblé les personnes influentes au sein de la communauté. Cette approche a pour objectif d'analyser la diffusion de l'information au sein des réseaux sociaux et son impact sur l'adoption

des nouvelles techniques agricoles.

Les groupes D, E et F ont été conçus de manière à cerner les effets du côté de l'offre en variant le prix et la période de vente. Dans chaque groupe, les engrais sont vendus lors des foires à intrants dans lesquelles les kits d'intrants agricoles sont proposés aux paysans. Dans les villages du groupe D, les foires ont eu lieu fin fé-

vrier, après la récolte. Les agriculteurs ont reçu les kits d'intrants au moment des semis, et en lien avec les commandes faites plus tôt dans la saison. Les foires à intrants pour les groupes E et F ont eu lieu en juin, au moment même des semis. Dans le groupe E, l'engrais était vendu au prix du marché, tandis que le groupe F bénéficiait d'une subvention à hauteur de 20%.

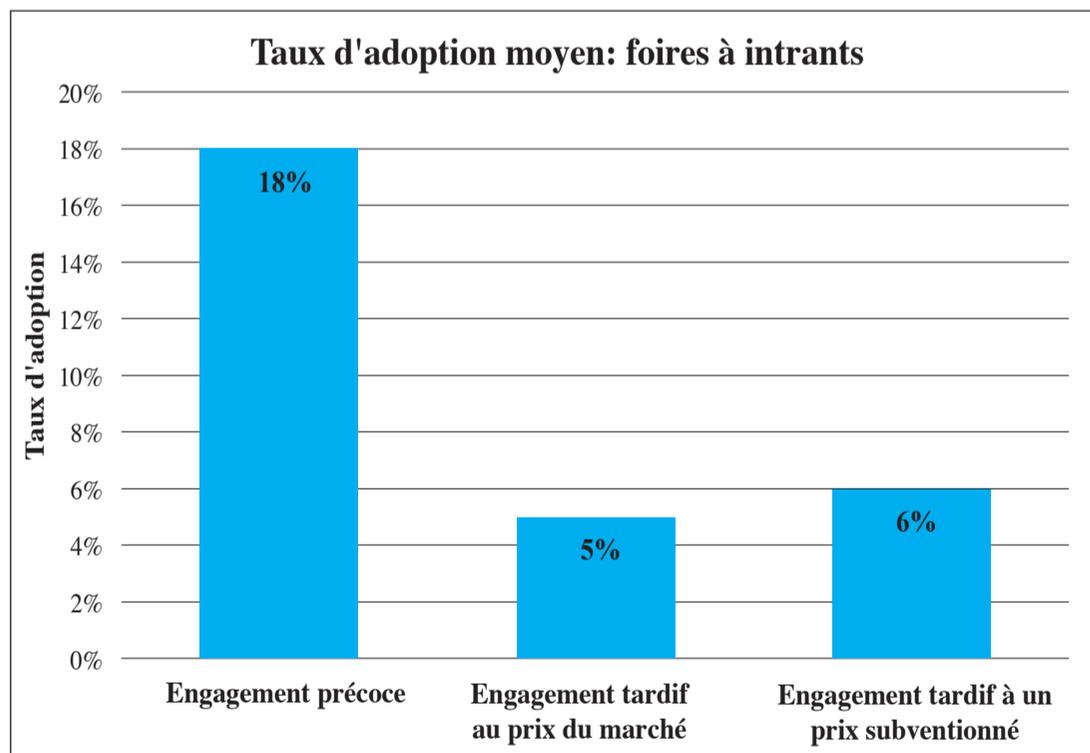
Les résultats suggèrent que les subventions seules ne sont pas efficaces pour augmenter le taux d'adoption des intrants et que les engagements précoces – où les individus s'engagent à en acheter au moment où ils ont des liquidités – peuvent augmenter les investissements en intrants. Les taux d'adoption varient substantiellement selon les offres. Parmi ceux qui se sont vu offrir l'engagement tardif au prix du marché, seuls 5% ont acheté des kits. Parmi ceux qui se sont vu offrir l'engagement tardif avec subvention, seuls 6% ont acheté des kits. Le taux d'adoption du groupe avec engagement précoce était meilleur: 18% ont acheté des kits.

Pour ce qui est de l'impact des réseaux sociaux, les résultats sur l'adoption de la technique de « microdosage » de la première année après le programme montrent qu'elle est plus importante au niveau village là où il y a eu une distribution aléatoire des kits (11% des ménages adoptent) par rapport à des stratégies de ciblage basées sur les réseaux d'influence (9%) ou sur le nombre de connexions que le producteur a (7%).

La conclusion que nous pouvons tirer de ces résultats est que l'organisation du marché des intrants a plus d'importance pour la décision d'investir que la diffusion de l'information par des personnes d'influence. Enfin, on observe que les femmes ont moins de probabilité d'adopter de nouvelles technologies que les hommes, probablement du fait d'un moindre accès aux facteurs de production. Cependant, elles ont plus de probabilité d'utiliser cette technologie lorsque les kits d'intrants leur sont aléatoirement assignés (groupe A).

L'étude sur l'adoption du « microdosage » dans le contexte de la production du sorgho au Burkina Faso n'est pas encore finie et plusieurs enquêtes de suivi sont prévues afin de déceler les effets d'adoption sur le long terme. Ce sont des petits pas pour que l'Afrique trouve sa voie vers une nouvelle révolution verte. □

Par Melinda Smale, Andrew Dillon et Maria Porter



vestir juste après la période de la récolte dans des bons échangeables contre des engrais livrés six mois plus tard, lors de la plantation pour l'année suivante.

Les résultats de l'étude au Kenya montrent qu'encourager les agriculteurs à payer les engrais à l'avance, au moment où ils ont la liquidité de la récolte, augmente leur utilisation d'environ 14% - par rapport à des villages témoins. Ces

évaluation sur l'adoption de techniques améliorées pour la culture du sorgho au Burkina Faso. Cette recherche souhaite évaluer si le fait de varier le prix des intrants et/ou la période de vente auprès des producteurs augmente la demande des agriculteurs. En parallèle, l'étude analyse si les réseaux sociaux des agriculteurs renforcent les messages de vulgarisation tout en promouvant l'adoption d'intrants.

Inclusion financière: Keys findings

DANS les économies avancées, ainsi que dans les économies en développement, les ménages à faibles revenus ont besoin d'outils durablement efficaces pour épargner et emprunter de l'argent, faire et recevoir des paiements, ou encore gérer les risques. Ces dernières années, l'accès aux services financiers s'est amélioré grâce à l'expansion de la finance digitale et aux efforts des fournisseurs de services financiers, ainsi que des gouvernements, pour atteindre les populations jusque-là privées de tout service bancaire. L'accès à ces services s'amplifiant, nous devons cependant nous assurer que les outils mis à disposition des plus démunis sont efficaces, leur permettant de gérer et faire fructifier leur argent.



Les petits producteurs du Ghana investissent 13 % de plus en intrants agricoles, cultivent

17% plus de terres et augmentent la part de maïs cultivé (une culture sensible à la pluie) de 29% lorsqu'on leur offre une assurance indicielle basée sur les précipitations.



Les clients de banques au Philippines, au Pérou et en Bolivie, ayant fixé des objectifs d'épargne basés sur un montant ou dans le

temps, ont augmenté leurs épargnes de 6% lorsqu'ils ont reçu des rappels mensuels de leur épargne. Au Pérou, les épargnes ont augmenté de 13% quand les clients ont reçu un rappel spécifique de leurs objectifs d'épargne et des revenus d'intérêt qu'ils recevraient en atteignant ces objectifs.



Les travailleurs participant à un programme national de travail en Inde ont passé 19% de temps en moins à récupérer chaque paiement et

ont reçu ces paiements 10 jours plus tôt en moyenne, quand ils ont reçu leurs salaires à travers un système de carte biométrique. Les revenus des ménages ont augmenté significativement grâce à des pertes liées aux transferts de fonds minimisés.



Les ménages ayant eu accès à des micro-crédits au Mexique au travers des prêts collectifs ont augmenté leurs revenus

et leurs dépenses liées au commerce respectivement de 27% et 36%. Il n'y a pas eu d'augmentation significative du nombre de commerces.



Les cartes bancaires peuvent réduire les coûts de transaction liés aux comptes bancaires. Cependant, pour

les couples mariés à faibles revenus au Kenya, l'offre de cartes bancaires n'a eu aucun effet sur les comptes détenus par les femmes, potentiellement à cause de leur pouvoir de négociations à l'intérieur du ménage. Pourtant, les comptes joints et les comptes détenus par des hommes ont eux montré une augmentation de 51 à 57% du nombre de dépôts et de plus de 100% du nombre de retraits.



Les membres de Groupes d'Épargne et de Crédit au Kenya ont augmenté leurs dépenses

santé préventive de 66% lorsqu'ils ont reçu des boîtes individuelles d'épargne étiquetées pour les dépenses de santé et de 128% lorsqu'ils ont contribué à un groupe d'épargne séparé dédié aux dépenses de santé.



Les Micro-entrepreneurs de la République Dominicaine sont 6 à 12% plus enclins à améliorer leurs pratiques commerciales

en suivant leurs comptes et à tenir des comptes différents pour leurs dépenses personnelles et professionnelles, lorsqu'il leur a été offert des formations en éducation financière basées sur de simples règles générales.



Les femmes mariées ayant peu de pouvoir de négociations aux Philippines ont quasiment doublé leurs dépenses

(+30\$) en biens durables traditionnellement dédiés aux femmes (machines à coudre, ustensiles de cuisine...), lorsque l'on leur a offert un compte épargne individuel qui limitait le retrait de fonds jusqu'à ce que des objectifs spécifiques en montant ou dans le temps soient atteints.

IPA en bref

SUITE à une expérience dans un organisme de micro-finance, Dean Karlan, alors jeune étudiant, se demande ce qui motive les choix des décideurs politiques en matière de développement. Comment savent-ils si ce qu'ils font est efficace ou non ? Il décide donc de créer Innovations for Poverty Action (IPA), se donnant comme objectif de découvrir et de promouvoir des solutions efficaces pour lutter contre la pauvreté dans le monde. Pour cela, en partenariat avec les décideurs politiques et les chercheurs, IPA conçoit, évalue et améliore les programmes de développement, ainsi que la manière dont ils sont mis en œuvre, en s'assurant que les résultats de ses recherches sont utilisés pour améliorer les vies des pauvres. Depuis la création d'IPA en 2002, plus de 400 chercheurs de grande renommée ont mené plus de 500 évaluations dans 51 pays, couvrant l'agriculture, l'éducation, l'inclusion financière, la gouvernance, la santé, les petites et moyennes entreprises et la protection sociale. Depuis 2008, IPA se développe au Burkina Faso, au Mali et en Côte d'Ivoire, restant fidèle à sa tradition de rigueur dans la recherche appliquée, par la mise en place d'une capacité de recherche scientifique et la conduite d'évaluations expérimentales dans des domaines clefs.

Ainsi, une histoire commencée dans le salon d'un étudiant il y a quelques années peut se targuer de contribuer, dans une humble mesure et par l'implication de nombreux acteurs, à lutter contre la pauvreté à l'échelle mondiale. □

www.poverty-action.org



Assurance récolte indicielle

Un programme peut en cacher un autre !

«LA superficie totale des terres arables du continent africain dépasse celle de l'Europe occidentale, des Etats-Unis, de la Chine et de l'Inde réunis. Et pourtant, la production agricole de l'Afrique est inférieure à celle de tout autre continent [...] et près d'un tiers de la population africaine souffre de malnutrition», déclarait Kofi Annan lors d'une interview avec l'hebdomadaire égyptien Al-Ahram en 2010¹.

Les investissements agricoles, notamment en main-d'œuvre, en technologies, en engrais et en semences, augmentent considérablement les récoltes. Pourtant, dans de nombreux pays africains, les taux d'investissement des petits agriculteurs restent encore très faibles.

Au Ghana, par exemple, une enquête a montré que le fermier moyen n'utilise que 7,4 kg d'engrais par hectare, soit treize fois moins que le même fermier typique d'Asie du Sud. Or, au nord du Ghana, le climat est caractérisé par une unique et courte saison des pluies, avec de fortes variations en précipitations selon les années, induisant un risque élevé pour les fermiers dont les terres sont principalement alimentées par les pluies. Ce faible investissement est-il dû uniquement à la peur des



d'une assurance pour pallier les risques climatiques (une assurance indicielle), gratuitement ou à différents prix.

Les agriculteurs ayant contracté cette assurance étaient indemnisés lorsque le taux de précipitations était trop élevé ou trop faible, selon des critères préétablis. Le troisième groupe a reçu une aide financière pour acheter des intrants agricoles, tels que semences ou engrais, et le quatrième groupe a bénéficié à la fois de l'assurance et de l'aide financière. Pour le dernier groupe, les conditions habituelles

le simple fait de diminuer la contrainte du risque a permis aux agriculteurs de réunir les ressources nécessaires pour investir et augmenter leur production. Cependant, même si les récoltes ont été meilleures grâce aux investissements, les bénéfices n'ont pas augmenté de manière significative.

Par ailleurs, nous avons constaté que le taux de souscription à l'assurance dépend fortement du prix auquel elle est vendue. Seuls deux agriculteurs sur dix ont acheté l'assurance au prix du marché, alors que

entourage) avaient reçu une indemnisation l'année précédente. Il apparaît donc que la confiance est un facteur important pour augmenter les taux d'adoption d'assurances.

Sur la base de ces résultats, des compagnies d'assurance opérant au Ghana ont commencé à développer des systèmes pour faire baisser leurs coûts et pour augmenter la couverture de leurs produits, notamment grâce au système bancaire par téléphonie mobile offrant des services à prix réduits et en adoptant une meilleure qualité des données sur les précipitations par l'utilisation d'informations satellites. Ceci marque une première avancée dans la pertinence de nos recherches et leur utilisation par les décideurs publics et privés.

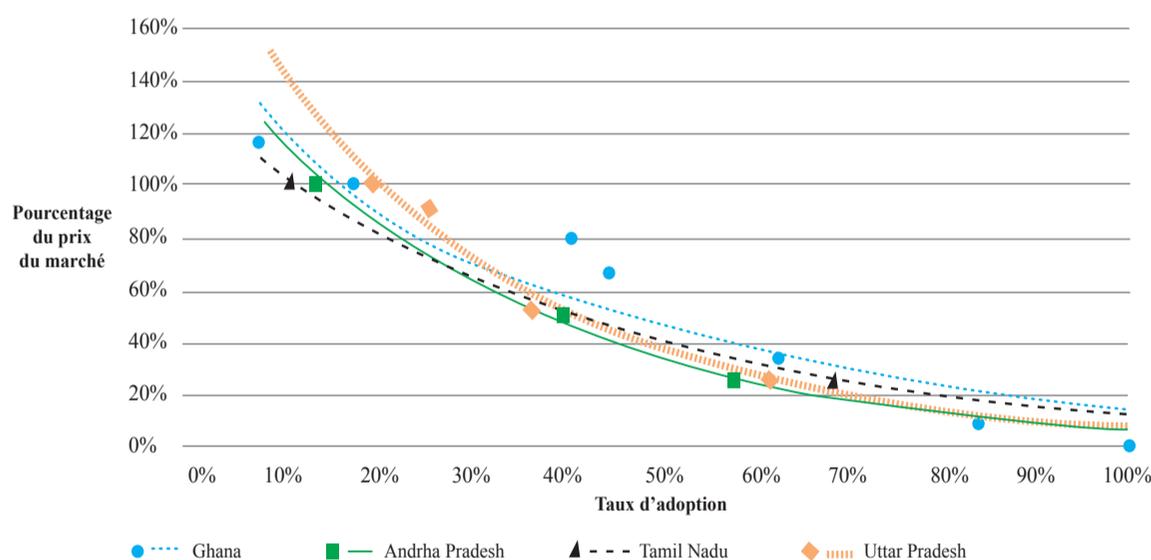
Cependant, l'assurance n'a pas suffi à améliorer les bénéfices des fermiers. D'autres facteurs, comme l'accès aux bons intrants agricoles, le manque d'argent pour acheter ces intrants au moment opportun ou encore la capacité de s'en servir correctement ont pu affecter les gains tirés des récoltes. C'est ainsi que nous avons lancé une deuxième étude en 2014³. Nous avons alors cherché à apporter, en plus de l'assurance récolte indicielle, une formation personnalisée aux techniques agricoles et un accès à des intrants plus divers, disponibles à plusieurs moments de l'année et avec la possibilité de se faire livrer avant le début de la saison des plantations. Cette étude est en cours et les résultats seront disponibles en 2017.

Cela fait donc plus de 7 ans que nous continuons à chercher à améliorer l'investissement agricole au Ghana. Chaque résultat fait ressortir des nouvelles possibilités d'innovations et permet d'influencer les politiques publiques. Nous travaillons directement avec le ministère de l'Agriculture, et avec le Programme d'Assurance Agricole au Ghana (GAIP) qui cherche notamment à développer de nouveaux indicateurs d'assurance tels que les volumes de récoltes, le vent, ou encore la perte d'options d'investissement. Il est probable que de tels produits aient des impacts similaires à l'assurance récolte indicielle.

Nous espérons que nos recherches et expérimentations en investissements agricoles permettront de faire reculer l'insécurité alimentaire et la faim. Dans la sous-région, les dérèglements climatiques importants subis depuis plusieurs années et notamment la désertification de la zone sahélienne rendent ces questions de plus en plus urgentes. □

Par Christopher Udry

La demande de l'assurance incidielle est faible au prix du marché, mais augmente lorsque le prix diminue



Deux études ont offert des réductions aux clients, d'une façon aléatoire (Ghana et Inde), générant assez de données pour dessiner une courbe d'estimation de la demande en assurance récolte indicielle. La demande est faible (moins de 20%) au prix du marché, mais augmente avec les réductions de prix.

risques climatiques imprédictibles, ou bien y a-t-il d'autres freins, tels qu'un manque de capital? Quelles sont les solutions les plus efficaces pour augmenter les investissements agricoles et, ainsi, lutter contre la faim?

Notre équipe de chercheurs² a tenté de comprendre quelles étaient les raisons de ce sous-investissement. Nous avons suivi 1.250 fermiers, qui avaient été repartis par tirage au sort en cinq groupes : le premier et le deuxième groupes ont bénéficié

sont restées inchangées, constituant ainsi un point de comparaison.

Les résultats, au bout d'un an, suggèrent que c'est la crainte de devoir faire face à une mauvaise récolte qui freine l'investissement des agriculteurs et non un manque de capital.

Les agriculteurs qui avaient contracté une assurance, mais qui n'avaient pas reçu d'aide financière, ont investi davantage dans leurs activités agricoles, pour acheter des engrais et cultiver plus de terres. Ainsi,

le taux de souscription était de 40 à 50% lorsqu'elle était proposée à un prix réduit (inférieur d'un tiers au prix du marché, et ne couvrant pas les coûts administratifs de l'assureur).

Nous avons aussi observé que les agriculteurs ont davantage souscrit cette assurance lorsqu'ils (ou quelqu'un de leur

1) <http://www.kofiannanfoundation.org/in-the-news/la-revolution-verte-est-en-marche-en-afrique/>

2) Dean Karlan (Université de Yale), Robert Osei et Isaac OseiAkoto (Université du Ghana)

3) Dean Karlan (Université de Yale), Mathias Fosu (Savanna Agricultural Research Institute) et ShashidaraKolavalli (International Food Policy Research Institute)

Programme de la Conférence



2 minutes pour comprendre L'évaluation d'impact

EVALUATION avec assignation aléatoire ou évaluation d'impact randomisée sont des expressions compliquées pour définir une logique simple. Si vous souhaitez savoir si un programme est efficace, vous devez le comparer avec un groupe témoin (c-à-d le contrefactuel). Avec la seule évaluation «avant-après», il est impossible de discerner les effets dus au seul programme de ceux dus à des facteurs extérieurs.

Il est donc nécessaire de comparer un groupe bénéficiaire du programme à un groupe représentant «ce qui serait arrivé en absence du programme». Un casse-tête ! Fort heureusement, nous pouvons utiliser l'assignation aléatoire pour scinder un échantillon en deux sous-groupes statistiquement similaires. Par la loi des grands nombres, l'assignation aléatoire (c-à-d tirage au sort) créera deux groupes à la base identiques dans leurs caractéristiques observables et inobservables. Il suffira alors de choisir un de ces sous-groupes, y mettre en œuvre le programme et le comparer après la mise en œuvre à l'autre groupe, en tout point similaire à l'origine, mais désormais différent car il n'a pas reçu le programme. Les jeux sont faits : vous avez évalué l'impact! □

Formation «Evaluation d'impact et Etudes Expérimentales»	
Mardi 29 Novembre-Centre National des Archives-Ouagadougou	
8:30 – 9:00	<i>Bienvenue</i>
9:00 – 9:30	Introduction et Présentation de la Journée
9:30 – 11:00	Pourquoi évaluer ? Aïssatou Ouédraogo – Michigan State University
	<i>Pause</i>
11:30 – 13:00	Comment concevoir une évaluation ? Eugénie Maïga – Université de Koudougou
	<i>Déjeuner</i>
14:30 – 16:00	Etudes de Cas Equipes IPA et J-PAL
16:00 – 16:30	Mot de conclusion

Conférence «Inclusion Financière et Agriculture»	
Mercredi 30 Novembre-Royal Beach Hôtel-Ouagadougou	
8:15 - 8:45	<i>Bienvenue</i>
8:45 - 9:00	Introduction Nicolo Tomasselli – Innovations for Poverty Action
9:00 - 9:30	Mot d'ouverture
9:30 - 11:00	Le Warrantage Clara Delavallade - International Food Policy Research Institute
	<i>Pause</i>
11:30 - 13:00	L'Adoption de Technologies Agricoles Andrew Dillon – Michigan State University
	<i>Déjeuner</i>
14:30 - 16:00	Le Microcrédit Agricole Lori Beaman – Northwestern University
16:00 - 16:30	Mot de conclusion de la Conférence
16:30 - 16:45	<i>Pause</i>
Ateliers de Discussion	
16:45 - 18:00	De la Recherche à la Prise de Décision
	Warrantage
	Microcrédit Agricole
	Adoption de Technologies Agricoles

Les conférenciers



Lori Beaman est professeure d'Economie du Développement auprès de l'Université de Northwestern, aux Etats-Unis. Ses recherches sont principalement centrées sur deux principaux thèmes. Elle examine le rôle des réseaux sociaux sur le processus de décision économique, notamment la diffusion de l'information sur le marché du travail et en agriculture (la question de l'adoption de nouvelles technologies par exemple). Elle étudie aussi les contraintes pesant sur la participation des femmes en économie et en politique, la question de leur mobilité. Lori Beaman est titulaire d'un doctorat de l'Université de Yale. Elle a été volontaire Peace Corps au Mali.



Andrew Dillon est professeur assistant à l'Université d'Etat du Michigan. Ses recherches actuelles portent sur l'offre de travail au niveau des ménages et les décisions d'éducation, les relations entre agriculture, santé et nutrition et les effets des réseaux sociaux sur l'adoption de technologies.

Ses projets en cours sont mis en œuvre par des agences gouvernementales, des entreprises du secteur privé et des ONG au Burkina Faso, au Mali et au Nigeria. Andrew Dillon est titulaire d'un doctorat en Economie Appliquée et Gestion de l'Université de Cornell et a été volontaire Peace Corps au Mali.



Clara Delavallade est chercheuse à l'International Food Policy Research Institute (IFPRI) et titulaire d'un doctorat en Economie de l'Université Paris Sorbonne. Elle a vécu et travaillé en Inde, et dans plusieurs pays d'Afrique Subsaharienne notamment comme directrice exécutive de J-PAL Asie du Sud et professeure associée à l'Université du Cap. Ses travaux portent principalement sur l'économie du développement et l'économie comportementale avec un intérêt particulier pour les questions de genre. Elle développe particulièrement les thématiques de capital humain et des moteurs de motivation et leur rôle dans le développement économique. □